Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Femme (France) > Violences à l'encontre des femmes (France) > **Droit des femmes : dans la rue le 25 contre les violences sexistes !**

Droit des femmes : dans la rue le 25 contre les violences sexistes !

vendredi 30 novembre 2012, par [GARL Carlita](#) (Date de rédaction antérieure : 22 novembre 2012).

Une jeune femme, Savita Halappanavar, est morte récemment en Irlande après que l'hôpital lui ait refusé l'avortement. C'est un des symboles du recul des droits des femmes et de la violence de la société à leur encontre dans le monde entier. La crise mondiale sert aux classes dirigeantes pour justifier les conflits armés et la domination impérialiste, faire des budgets d'austérité. Elle sert aussi au patronat pour faire des plans sociaux, exiger plus de flexibilité et de rentabilité.

Contre la guerre et la domination néo-coloniale

L'impérialisme est source de nombreux conflits armés et / ou situation de misère, d'exploitations des populations dominées dans lesquels les femmes sont encore des cibles privilégiées. La pratique du viol de guerre, permettant de terroriser toute une population, est toujours d'actualité. Quand les femmes migrent, elles sont confrontées à un violent racisme qui ne fait qu'aggraver leur situation.

Contre l'austérité

À l'échelle mondiale, les femmes fournissent encore un travail énorme et gratuit pour produire la nourriture, élever les enfants, prendre soin des plus faibles. Avec l'austérité, les tâches prises en charge par la collectivité sont désormais assurées gratuitement par les femmes ou « sous-traitées » par les femmes disposant de revenus à des femmes plus précaires (c'est le sens du développement des « services à la personne »). L'absence ou la casse de l'accès à la contraception et à l'avortement dans de bonnes conditions sanitaires tue des femmes par centaines, à l'instar de Savita Halappanavar. L'absence ou la mise à mal de l'éducation, des transports, des crèches... maintiennent les femmes dans la dépendance de leur père puis de leur mari, et de leur patron pour les salariées.

Contre l'offensive patronale

La guerre du patronat pour faire payer la crise aux travailleurs est aussi une guerre pour la faire payer aux travailleuses. Les femmes sont encore plus que d'habitude utilisées comme variable d'ajustement. On les persuade par l'éducation, les médias, etc, que leur vraie place est au foyer. En même temps on leur fait intégrer le marché du travail comme appoint : en temps partiel ou en intérim, qui ne donnent pas la stabilité et / ou un revenu suffisant pour vivre autonome. Ce travail des femmes considéré comme de l'appoint est massivement moins bien payé que celui des hommes (autour de 25 % de salaire en moins en moyenne). Les femmes sont aussi les premières licenciées, cela provoque moins de résistance puisqu'est ancrée l'idée que la femme sera plus utile au foyer « à sa vraie place ».

Dans la rue pour nos droits !

L'ensemble de ces éléments témoigne des violences morales, symboliques, physiques et sexuelles inacceptables faites aux femmes. Les violences s'accroissent avec la crise. De grandes affaires

comme l'affaire DSK ou le procès de Créteil en France montrent que le discours dominant est de déconsidérer la parole des femmes, de légitimer ou minimiser la violence. C'est en prenant nos affaires en main que les droits des femmes au travail, dans la rue ou à la maison progresseront. C'est pourquoi le NPA appelle à manifester avec les organisations féministes le 25 novembre dans le cadre de la journée mondiale contre les violences faites aux femmes.

Carlita Garl

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 171 (22/11/12).